

## **JEUX DE LA FRANCOPHONIE : QUÉBEC REMET UN CHÈQUE DE 3 MILLIONS \$**

Les Jeux de la Francophonie ont maintenant tout le financement public nécessaire à leur réussite.

Le ministre responsable du Loisir, du Sport et du Plein air du Québec, Gilles Baril, a remis hier un chèque de 3 millions \$ au comité organisateur des Jeux de la Francophonie qui auront lieu à Ottawa et Hull, du 14 au 24 juillet 2001. Ce montant représente la dernière pièce du casse-tête du financement des Jeux par les municipalités et gouvernements. Les contributions gouvernementales représentent 19,2 millions \$ sur un budget total de 34 millions \$.

Le gouvernement fédéral verse 12 millions \$, le Québec et l'Ontario, 3 millions \$ chacun et le Nouveau-Brunswick 100 000 \$. Sur le plan régional, les villes de Hull et Ottawa, la Région d'Ottawa-Carleton et la Communauté urbaine de l'Outaouais donnent 250 000 \$ chacune aux Jeux.

Hier, M. Baril a déclaré que le gouvernement du Québec a toujours appuyé la candidature d'Ottawa et de Hull pour l'obtention de ces jeux.

Son collègue ministre responsable de l'Outaouais, Joseph Facal, n'a pas raté l'occasion de décocher une petite flèche envers le gouvernement fédéral en déclarant qu'il se réjouissait d'en être venu à une entente sur la langue utilisée lors des Jeux.

Rappelons que le ministre fédéral Don Boudria avait soulevé l'ire du gouvernement du Québec, il y a quelques mois, en déclarant que l'anglais serait aussi utilisé lors des Jeux de la Francophonie puisque ceux-ci ont lieu au Canada, pays officiellement bilingue. Les deux gouvernements en sont venus à une entente sur le statut exact du français lors de l'événement.

Le grand organisateur des Jeux, Réal Leroux, s'est réjoui du versement de la subvention provinciale. " À 14 mois des Jeux, on peut respirer un peu. Très peu d'organisations semblables peuvent se vanter d'avoir tout le financement public, plus d'un an avant l'événement. Il nous reste encore du travail à faire pour recueillir des commanditaires privés mais ça va bien. L'idéal serait que nous ayons tout le financement nécessaire à la veille des Jeux et que les revenus provenant de la vente des billets soient placés dans un fonds qui serait légué à la communauté après l'événement ", a commenté Leroux.

**Le Droit**  
**27 mai 2000**